



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le **23 JUL. 2024**

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT

04.84.35.42.64

marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr

Arrêté N° 2024-136-PC

**fixant des prescriptions complémentaires à la société SILIM ENVIRONNEMENT
dans le cadre de la modification des conditions d'exploitation de son centre de tri
sis sur la commune de Marseille-13015**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et le livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-191/111-2002-A du 27 juin 2003 autorisant la société SILIM ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de tri sur la commune de Marseille ;

Vu l'arrêté préfectoral n°205-2008 A du 5 août 2008 portant des prescriptions complémentaires à la société SILIM ENVIRONNEMENT relatives à sa plateforme de réception et de tri des végétaux, des encombrants et des gravats en vue de leur valorisation, à Marseille ;

Vu la lettre préfectorale n°2013-120ANT/A du 8 mars 2013 actant le bénéfice du régime d'antériorité pour l'exploitation des activités relevant dorénavant des rubriques 2711, 2713, 2714, 2715, 2716 et 2718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé par la société SILIM ENVIRONNEMENT en date du 15 février 2023 relatif au projet de modification des conditions d'exploiter et des volumes de déchets réceptionnés ainsi qu'aux demandes d'allègements/suppression de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2003-191/111-2002-A du 27 juin 2003 et n°205-2008 A du 5 août 2008 susvisés ;

Vu la demande de dérogation sollicitée par l'exploitant à l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé concernant la limitation de hauteur des stocks à 3 mètres ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 2 mars 2023 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en date du 13 mars 2023 ;

Vu l'avis du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille en date du 5 avril 2023 donnant un avis favorable à la demande de dérogation relative à la hauteur des stocks et aux demandes de modifications sollicitées par l'exploitant sous réserve du respect de certaines recommandations (transmission de plans de défense incendie et respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé) ;

Vu les éléments transmis par la société SILIM ENVIRONNEMENT par courriels des 17 mai, 27 mai et 5 juin 2024 en réponse à la demande de compléments formulée par les services de l'Inspection le 19 avril 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 17 juin 2024 ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant et les observations transmises par courriel du 8 juillet 2024 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 17 juillet 2024 ;

Considérant que la société SILIM ENVIRONNEMENT est autorisée à exploiter un centre de tri sur la commune de Marseille-13015, dont les activités sont régies par les prescriptions de plusieurs arrêtés susvisés ;

Considérant que la société SILIM ENVIRONNEMENT souhaite apporter des modifications des conditions d'exploitation sur son centre de tri exploité sur la commune de Marseille ;

Considérant que ces modifications entraînent :

- un réaménagement des voies de circulation avec création d'un nouvel accès depuis l'avenue Ibrahim Ali ;
- une augmentation de la capacité annuelle des déchets réceptionnés, de 60 000 tonnes à 70 000 tonnes ;
- une augmentation de la quantité moyenne journalière de déchets réceptionnés de 193 tonnes à 250 tonnes ainsi qu'une augmentation journalière ponctuelle de 386 tonnes à 450 tonnes ;
- une augmentation de la hauteur de stockage à 4 mètres pour certaines natures de déchets entreposés à l'intérieur du bâtiment d'exploitation.

Considérant que la demande de dérogation, sollicitée par la société SILIM ENVIRONNEMENT, de la prescription générale de l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le présent arrêté ;

Considérant que les dangers et inconvénients ne sont pas modifiés à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale ;

Considérant que les modifications envisagées par la société SILIM ENVIRONNEMENT, sur son site de Marseille, ne sont pas soumises à évaluation environnementale et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'actualiser certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux des 27 juin 2003 et 5 août 2008 susvisés ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

La société SILIM ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé au 58 avenue Boisbaudran – ZI La Delorme – 13344 Marseille Cedex 15, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite 99 avenue Ibrahim Ali, à Marseille-13015.

Article 2

Les dispositions des articles 1.1, 1.3, 2, 5.3, 6.5, 8.2.2, 10.2, 10.4 de l'arrêté préfectoral n°2003-191/111-2002-A du 27 juin 2003 susvisé sont modifiées et remplacées, ou complétées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions des articles 1.6, 10.4 de l'arrêté préfectoral n°2003-191/111-2002-A du 27 juin 2003 susmentionné sont supprimées.

Les dispositions des articles 1 « Article 1.5 Niveau d'activité » et 2 « Article 7.7 Les poussières » de l'arrêté préfectoral n°205-2008 A du 5 août 2008 susvisé sont modifiées et remplacées, ou complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003 et de la lettre préfectorale n°2013-121ANT/A du 8 mars 2013.

Rubriques	Intitulé	Capacité maximale présente sur site	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume maximal : 1 450 m³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (E)	Volume maximal : 2 060 m³	E
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égale à 1 000 m³ 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Volume maximal : 140 m³	DC
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m² (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1 000 m² (D)	Surface maximale : 15 m²	NC
2715	Installation de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³	/	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m² (E) 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² (D)	/	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC) 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E) b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)	/	NC

* A – Autorisation ; E – Enregistrement ; D – Déclaration ; NC – Non classé

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité	Régime (*)
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans me sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : Supérieure ou égale à 20 ha (A) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface totale du projet dont les écoulements sont interceptés par le projet est de 1,03 ha .	D

* A – Autorisation ; D – Déclaration

Article 4 – Conformité au dossier d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance du 15 février 2023 susvisé. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 5 – Autres limites d'autorisation

Les quantités maximales de déchets présents sur le site sont définies par le présent arrêté :

Nature du déchet	Quantité maximale présente sur site
Matelas	30 m³
Plâtre	20 m³
Archives	30 m³
Métaux	30 m³
Gravats	400 m³
Plastiques	200 m³
DEEE	140 m³
Bois	610 m³
Végétaux	610 m³
Cartons	610 m³
DAEND ultimes	240 m³
DAEND (valorisation CSR)	240 m³
DAEND à trier	490 m³
Verre	< 250 m³

Tout autre type de déchets est interdit sur la plateforme de transit/regroupement.

La quantité de matières présentes dans la zone de réemploi est limitée à 30 m³.

Article 6 – Conditions générales d'exploitation

Article 6.1 – Niveau d'activité

Le présent article annule et remplace l'article 1 « Article 1.5 Niveau d'activité » de l'arrêté du 5 août 2008 relatif au niveau d'activité.

La plateforme est autorisée à accueillir et gérer 70 000 tonnes par an de déchets prévus par les activités relevant des rubriques figurant à l'article 3 du présent arrêté.

Journellement, l'installation accueillera au total et en moyenne 225 tonnes de déchets et pourra exceptionnellement recevoir un tonnage journalier double de son tonnage nominal, soit 450 tonnes.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre des situations exceptionnelles.

Article 6.2 – Aménagement du site

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2003-197/111-2002-A du 27 juin 2003 sont modifiées et remplacées par le présent article.

L'ensemble de la surface d'exploitation est construit en matériaux robustes susceptibles de résister aux chocs et étanche.

Les surfaces en contact avec les déchets doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisse pour éviter l'accrochage des matières.

L'aire de déchargement des véhicules sera nettoyée autant que de besoin et à chaque fin de journée, avec du matériel approprié.

L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (enrobés, peintures, plantations, engazonnement...).

Les opérations de nettoyage et d'entretien sont conduites de façon à éviter toute nuisances et tout risque sanitaire.

Article 6.3 – Hauteur maximale de stockage des déchets présents sur site

L'exploitant est tenu de respecter les hauteurs suivantes pour ses alvéoles de stockages :

Zone	Déchet	Type de stockage	Hauteur (m)
Bâtiment d'exploitation	Matelas	Benne	2
	Réemploi	Benne	2
	Plâtre	Benne	1,4
	Gravats	Vrac	4
	Archives	Benne	2
	Métaux	Benne	2
	DEEE (froid)	Benne	2
	DEEE (hors froid)	Benne	2
	Plastiques	Vrac	4
	DAEND à trier	Vrac	4
	DAEND Valo CSR	Vrac	4
	DAEND ultimes	Vrac	4
	Bois	Vrac	4
	Végétaux	Vrac	4
	Cartons	Vrac	4
Zone extérieure	Plastiques	Compacteur	2
	DEEE PAM	Caisses	3

Article 6.4 – Tri et transfert des déchets

Le présent article modifie et remplace les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003.

Il est interdit d'entreposer des déchets en dehors des aires de stockage prévues à cet effet, et plus particulièrement sur les aires de stationnement ou de circulation.

Après avoir été déversés sur le sol revêtu du bâtiment d'exploitation, les déchets sont triés et répartis selon leur nature et leur qualité dans les différentes alvéoles ou bennes (caissons) prévues à cet effet.

Les refus de tri sont temporairement entreposés sur site dans les alvéoles dédiées et régulièrement évacués.

Article 6.5

Le présent article modifie et remplace les dispositions de l'article 2 « 7.7 Les poussières » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2008.

Toutes les opérations de dépotage, tri, chargement de déchets susceptibles d'émettre des poussières sont effectuées dans le bâtiment d'exploitation.

Les déchets stockés à l'extérieur sont uniquement les plastiques et les DEEE de type PAM (petits appareils en mélange) et ne sont pas susceptibles de générer des envois.

L'exploitant maintient les stocks dans les limites de stockage autorisées. Il procède régulièrement au balayage mécanique de la plateforme.

L'exploitant met en place un dispositif d'abattement de poussières, de type brumisation et le met en œuvre autant que de besoin. Il s'assure périodiquement du bon fonctionnement du dispositif.

Article 6.6 – Bilan annuel d'activité

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : (liste des substances)

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 7 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le présent article modifie les dispositions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003.

Le site est équipé :

- d'un dispositif d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aire de gestion des produit ou déchets, permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis sur tout le site ;
- de trois RIA (Robinet d'Incendie Armé) répartis sur le site ;
- d'un poteau incendie interne,
- de deux poteaux incendie extérieurs au site, situés à moins de 100 m des accès du site, sur l'avenue Ibrahim Ali ;
- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour le bâtiment d'exploitation et les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec, ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Les prises d'eau (RIA et poteaux incendie), alimentées par le réseau d'eau communal, sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 180 m³/h.

Article 8 – Gestion des eaux d'incendie

Le présent article remplace les dispositions suivantes de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003 :
(...)

L'aménagement du site doit permettre une rétention des eaux d'extinction d'incendie à l'intérieur du site. Elles seront collectées puis stockées dans le bassin de rétention.

Le site dispose d'une capacité de 420 m³ pour la rétention des eaux d'extinction répartie de la façon suivante :

- le bassin de rétention d'un volume de 260 m³ ;
- la mise en rétention du site sur une surface de 1 060 m² avec une bordure en béton de 15 cm de hauteur en périphérie de la dalle d'exploitation sur la partie Sud-Ouest du site.

Article 9 – Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application à l'encontre de la société SILIM ENVIRONNEMENT des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 10 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca - 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 11 – Publication

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera notifié à la société SILIM ENVIRONNEMENT et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12- Ampliation, exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Maire de la commune de Marseille,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé ;
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
 - Le Commandant du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille ;
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 23 JUL. 2024

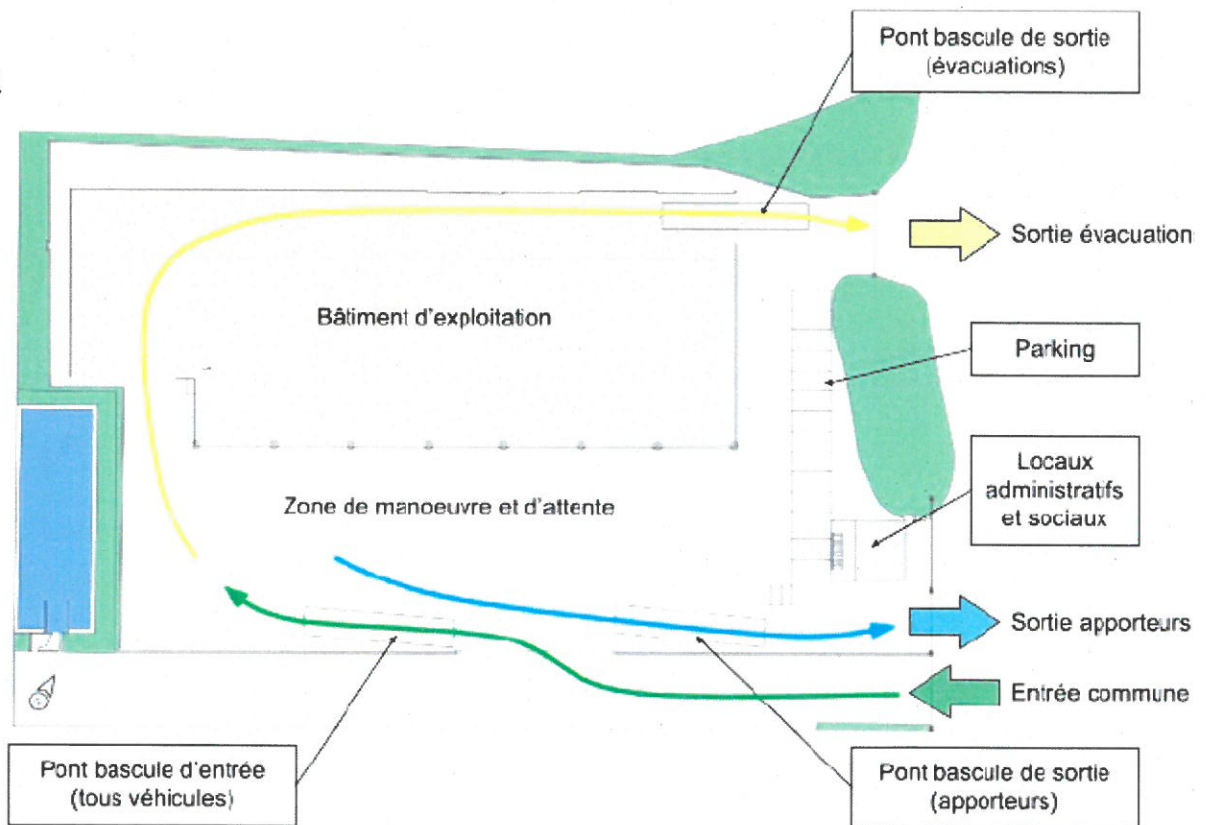
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY

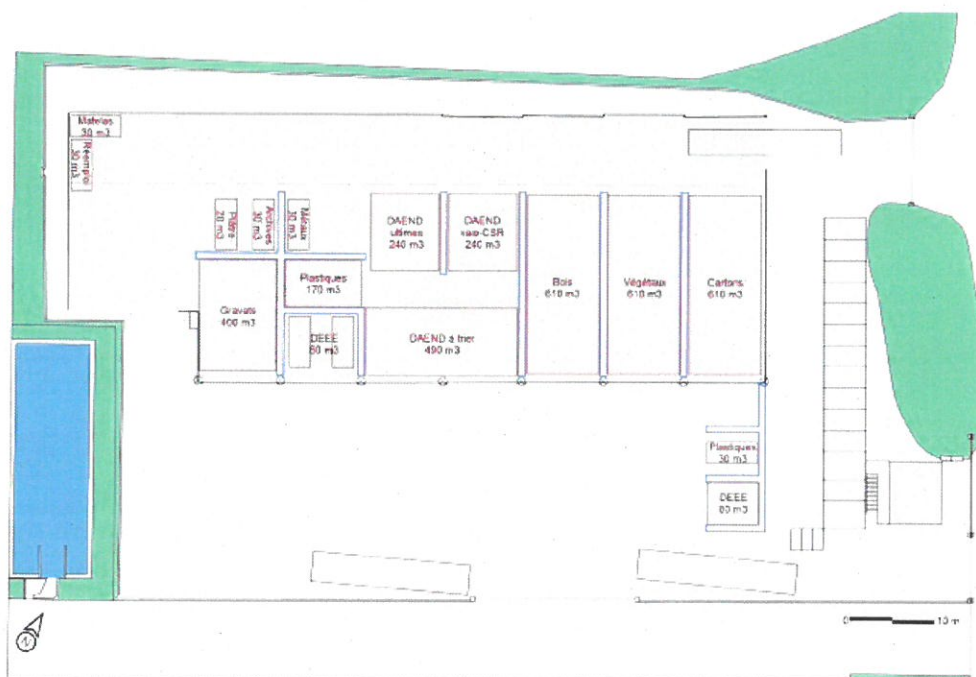
Annexe : Plans des Installations

Plan de circulation interne

Plan
des
sto-



ckages



Plan des poteaux incendies

